

RÉGION PROVENCE ALPES - CÔTE - D'AZUR

AGENCES D'URBANISME

CCI DE REGION PROVENCE-ALPES-COTE
D'AZUR

JUILLET 2017



CARACTERISER LES ENTREPRISES DYNAMIQUES DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR: LE CHOIX DES DONNEES FINANCIERES

CONVENTION « 2SEPACA » 2016



SOMMAIRE

1. CERNER LES ENTREPRISES REGIONALES DYNAMIQUES : LA MISE A CONTRIBUTION DES DONNEES FINANCIERES.....	3
2. UN CONTEXTE DIFFICILE... MAIS DES ENTREPRISES DYNAMIQUES	4
3. 1ERE CARACTERISATION DU DYNAMISME :.....	7
MÉTHODE D'IDENTIFICATION DE CES ENTREPRISES:.....	7
4. 2EME CARACTERISATION DU DYNAMISME :	12
4.1. LES ENTREPRISES LES « PLUS DYNAMIQUES »:.....	12
4.2. « LA RICHESSE INVESTIE » :.....	14
4.3. « INVESTISSEURS EN RESSOURCES » :.....	14
4.4. « LES RENTIÈRES »	15
5. ENTREPRISES « DYNAMIQUES », SCORE ET DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS.	16
ENTREPRISES « DYNAMIQUES » ET EMPLOI.....	17
« DYNAMISME » ET ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	18
ANNEXE 1 : LES 3 DONNEES FINANCIERES RETENUES.....	20

CARACTERISER LES ENTREPRISES DYNAMIQUES DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : *LE CHOIX DES DONNEES FINANCIERES*

1. CERNER LES ENTREPRISES REGIONALES DYNAMIQUES : LA MISE A CONTRIBUTION DES DONNEES FINANCIERES

Le partenariat 2SEPACA (solvabilité des entreprises et sauvegarde des emplois) unit le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ensemble des agences d'urbanisme de la région et la Chambre du Commerce et d'Industrie Régionale pour l'observation et le suivi des entreprises de 10 salariés et plus. Il s'appuie sur une base de données commune (ALTARES) disposant d'informations économiques et financières. Certaines d'entre elles permettent de déceler la fragilisation des entreprises et de fournir des indicateurs conjoncturels de la santé financière du tissu régional¹. Mais l'usage de cette base de données peut également « s'inverser » : en effet, elle permet aussi bien de repérer dans un contexte de crise les parcours difficiles de certaines firmes régionales que cerner dans ce même contexte les trajectoires ascendantes d'autres entreprises.

La transition économique que nous connaissons s'inscrit dans un temps long, entre une période de croissance, marquée par l'essor de certains secteurs d'activité, l'efficacité des organisations productives et leur délitement progressif au profit d'autres activités et d'autres façons de produire. Des secousses surviennent, précipitant le déclin de certains modes d'organisation et/ou le recul d'activités hier économiquement

performantes de notre territoire. Dans le même temps apparaissent de « jeunes pousses », renouvelant les façons de produire ou développant de nouvelles activités ou services. On peut espérer que l'essor de ces unités portera à terme une croissance économique plus solide et refermera la phase de transition, qu'est par nature une crise économique.

Pour cette raison, il était donc intéressant de cerner ces entreprises de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui connaissent un développement sensible, véritable terreau renouvelant et régénérant le tissu économique régional : se retrouvent-elles plus fréquemment dans certains secteurs, dans certains territoires, quel âge et quelle taille atteignent-elles,...

L'objectif de ce travail est donc de cerner les entreprises « dynamiques » (de 10 salariés et plus) de la région. Mais qu'entend-on par « dynamique » ? Nous pourrions assimiler le dynamisme à la faculté de créer des emplois ou de connaître des hausses significatives du chiffre d'affaires. Mais ces données, notamment la première, ne sont que partiellement connues à une échelle fine (établissement). Notre parti-pris a donc été de fournir au mot « dynamisme » une dimension financière, en s'appuyant sur notre base de données. Il s'agit de qualifier la robustesse et le caractère durable de la croissance connue par ces

¹ cf. les « tableaux de bord » trimestriels 2SEPACA, présents sur les sites du [Conseil Régional](#), des agences d'urbanisme et de la CCIR de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

firmes « dynamiques » au-delà d'une hausse du chiffre d'affaires ou de l'emploi qui peut, concernant des entreprises récentes ou de faible taille, être fragile et difficilement analysable.

Les variables retenues mêlent à la fois la capacité à créer de la richesse, à investir dans les facteurs de production (capital, ressources humaines) et à dégager de la rentabilité. Elles seront saisies en l'état et en évolution « lissée ». Ces paramètres permettront de caractériser un premier groupe, les entreprises les « plus dynamiques ». D'autres firmes seront

également distinguées dans la mesure où elles répondront à certains paramètres, à défaut de tous. Ainsi 3 autres groupes seront identifiés, dont les caractéristiques seront précisées, qu'elles soient financières ou économiques. Enfin, dans la mesure des données disponibles, on envisagera l'impact de la nature de leur dynamisme sur l'emploi : connaît-on une hausse des effectifs dans ces groupes repérés ? Si oui, cette hausse est-elle plus rapide que celle constatée dans l'ensemble du tissu d'entreprises régionales ?

2. UN CONTEXTE DIFFICILE... MAIS DES ENTREPRISES DYNAMIQUES

Les entreprises de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont diversement vécu la crise économique inaugurée en 2008. Les données prises en compte de 2006 à 2014 portent la trace des phases successives de la crise (crise financière puis crise de la dette publique). Néanmoins, certaines tendances moyennes apparaissent :

- Les chiffres d'affaires courants ont progressé de 25% en 6 ans, tandis que les valeurs ajoutées augmentaient très légèrement moins vite. D'autre part, la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée a en moyenne progressé plus vite, réduisant l'importance relative de l'excédent d'exploitation. Cette situation difficile pour les comptes et la rentabilité des firmes, découle d'un ajustement qui a ménagé les compétences des entreprises, comportement rencontré également à l'échelle nationale : les chefs d'entreprise ont cru dans un premier temps à une crise violente mais brève

en 2008-2009. Aussi, ont-ils préféré conserver leurs effectifs (contrairement à l'épisode de 1992-93) pour mieux faire face à l'inévitable reprise d'après-choc et ne pas avoir de difficultés à retrouver, par recrutement, les compétences dont ils s'étaient séparés peu auparavant.

- La part de la valeur ajoutée affectée à l'excédent d'exploitation passe ainsi de 17% en « 2007 »² à 13,7% en « 2013 », son recul étant plus marqué dans la phase 2 de la crise (de « 2010 » à « 2013 »). Par rapport à « 2007 », le niveau de l'excédent d'exploitation en « 2013 » atteint à peine l'indice 65 (contre 100 en « 2007 »), marquant un recul sensible de la rentabilité des firmes régionales.
- L'investissement connaît dans la crise un recul conséquent, à peine plus marqué au début de la crise. De façon plus inquiétante, plus de la moitié des entreprises avaient désinvesti dans la période, c'est-à-dire que la mise au

² Les dates entre guillemets signifient l'utilisation d'une moyenne de données : « 2007 » est la moyenne des années 2006, 2007 et 2008. Pour les variables utilisées, voir l'encadré.

rebut de machines ou systèmes logiciels n'avait même pas été compensée. Dans la seconde partie de la crise, le recul demeure significatif puisqu'il atteint en moyenne un tiers en 3 ans de « 2010 » à « 2013 ».

Dans ce contexte défavorable, l'ensemble du tissu économique de la région n'a pas été soumis à la même situation, soit parce que certaines entreprises sont situées sur des secteurs qui restent porteurs ou à l'abri des effets les plus marquants de la crise, soit parce que des entreprises, par leur organisation plus efficiente ou par la nature des biens et services qu'elles élaborent, bénéficient de ventes favorables sur des marchés atones, laissant leurs concurrents moins performants en difficulté. Quelles sont ces

entreprises qui arrivent malgré tout à tirer leur épingle du jeu, mieux à demeurer dynamiques. Comment peut-on qualifier ces dernières ?

Disposant de bases de données économiques et financières, nous avons privilégié ces dernières pour qualifier ce groupe (ou ces groupes) d'entreprises atypiques que sont ces entreprises « dynamiques » (cf. encadré), dont l'importance relative s'élève à moins de 17% du tissu régional d'unités de plus de 10 salariés dans une définition large, et à 2% dans un sens plus restrictif. Le contour de ces groupes d'entreprises « dynamiques » sera ensuite plus finement défini par des paramètres économiques pour envisager enfin leur impact sur l'évolution de l'emploi régional.

ENCADRE : LES VARIABLES UTILISEES

L'objet de cette étude est de cerner ces entreprises dynamiques. Qu'entend-on par entreprise « dynamique » ?

Pour y répondre, nous avons utilisé les données financières fournies par « Diane+ - Informations détaillées pour l'analyse économique des entreprises » et sa base de données Ellisphère, car elles nous permettent d'avoir un historique de 10 ans. Les données sur les délais de paiement et la cotation de l'entreprise sont fournies par ALTARES, données avec lesquelles nous publions chaque trimestre le Tableau de Bord 2SEPACA (Solvabilité des entreprises et sauvegarde des emplois en PACA) renseignant la santé financière des entreprises de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Notre champ d'étude se porte donc sur les entreprises de plus de 10 salariés, ayant un siège en PACA dont les données sont présentes ou non aberrantes. Nous avons par conséquent été conduits à réduire la population de départ formée de 14 334 entreprises à 8 264 unités. Pour information, il y avait 27 702 établissements (sièges ou non) de plus de 10 salariés à la fin décembre 2014 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les données financières

- En évolution tout d'abord (2007-2013 et 2010-2013): évolution de la part de la valeur ajoutée (VA/CA) ; variation des parts salariales et de l'excédent brut d'exploitation dans cette valeur ajoutée créée (MS/VA et EBE/VA) ; enfin, l'évolution de l'investissement net dans la valeur ajoutée (InvNet/VA). Ces indicateurs ont permis de distinguer les 4 groupes, détaillés ensuite, d'entreprises « dynamiques ».
- En masse : le chiffre d'affaires (CA), la valeur ajoutée (VA), l'excédent brut d'exploitation (EBE), l'investissement net (InvNet)
- En ratio : le taux de valeur ajoutée (VA/CA), le taux de marge (EBE/VA), son pendant, la part salariale (MS/VA) et le taux d'investissement (InvNet/VA).
- Des caractéristiques financières : l'intensité capitalistique (actif brut/MS), la score de l'entreprise (plus la note se rapproche de 20, moins le risque de faillite est élevé) et les délais de paiement (en jour, au-delà du retard contractuel ou légal), le taux d'autonomie (capitaux propres/bilan net+dettes), le niveau de trésorerie (Fonds de roulement/Besoins en fonds de roulement).

Les données économiques :

- La part de l'exportation dans le CA
- L'ancienneté de l'entreprise
- L'âge du dirigeant
- L'activité détaillée par les 732 postes de la NAF mais aussi combinée en 4 grands secteurs (industrie, construction, service ou commerce)
- La localisation par zone d'emploi et département de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Toutes ces valeurs ont été lissées sur 3 ans : « 2007 » est la moyenne des années 2006, 2007, 2008, « 2010 » est la moyenne de 2009, 2010 et 2011 ainsi que « 2013 » est la moyenne sur 2012, 2013 et 2014.

3. 1ERE CARACTERISATION DU DYNAMISME

La tentative de mise en évidence des entreprises dynamiques par une méthode économétrique (typologie, classification hiérarchique ascendante...) s'est révélée

décevante, en raison de la présence de quelques entreprises au profil très atypique.

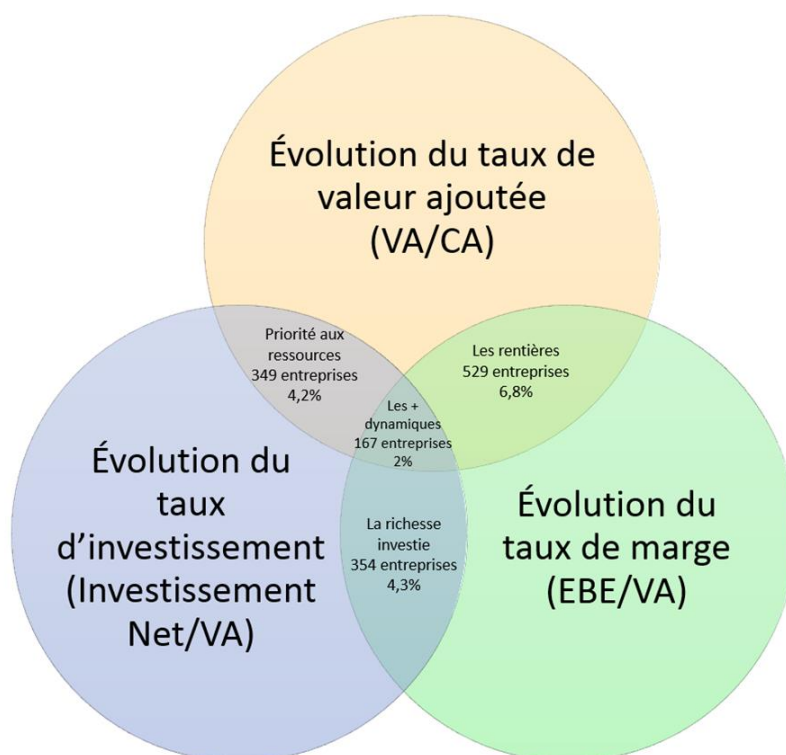
METHODE D'IDENTIFICATION DE CES ENTREPRISES

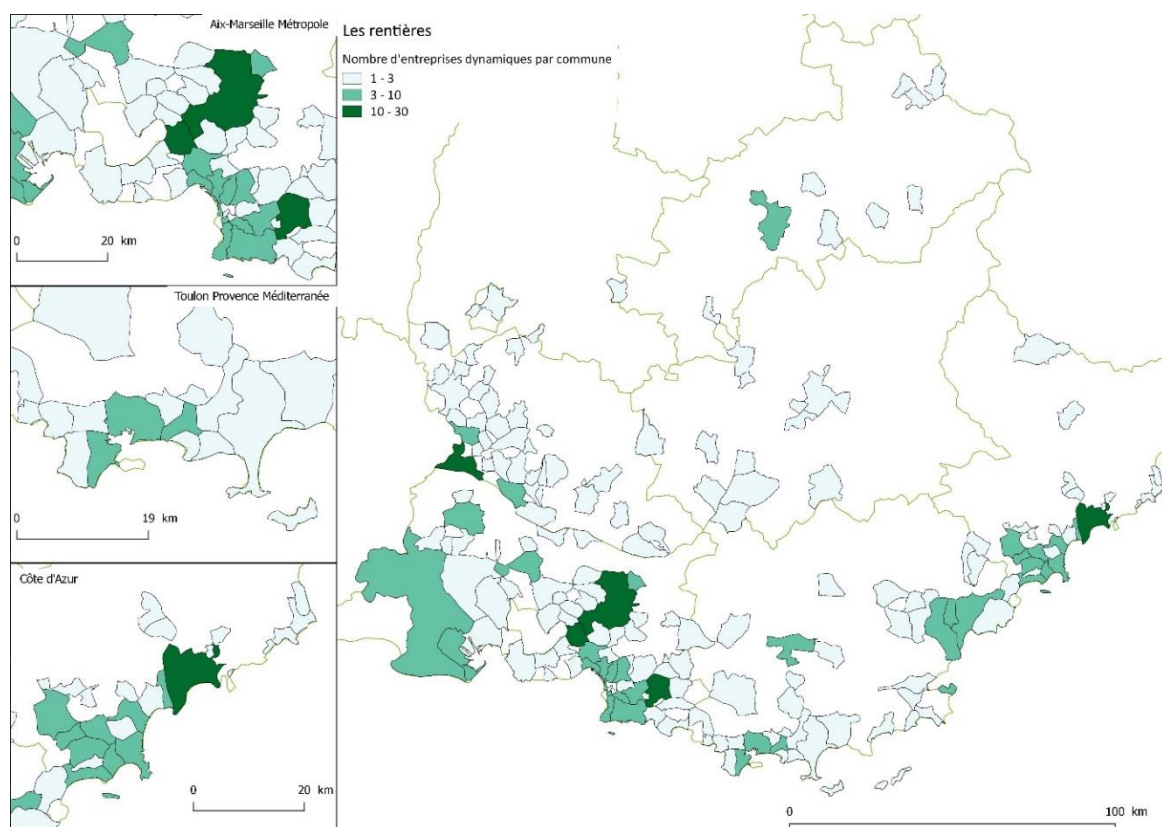
Ont été retenues les 3 variables essentielles suivantes : l'évolution entre « 2007 » et « 2013 » du taux de valeur ajoutée (VA/CA) et l'évolution entre « 2010 » et « 2013 » du taux de marge (EBE/VA) et du taux d'investissement (InvNet/VA). Elles répondent à 3 critères : la capacité croissante à créer de la richesse ; à la traduire ensuite en rentabilité et enfin à accroître l'investissement pour ménager l'avenir et assurer la pérennité et le développement de l'entreprise.

L'ensemble des entreprises de PACA étudiées (8 264 entreprises ayant plus de 10 salariés et leur siège dans la région) ont été segmentées selon la valeur observée

dans chacun des indicateurs. Seules ont été retenues les unités ayant une donnée se situant au-delà du premier quartile, c'est-à-dire dans le quart le plus dynamique des entreprises étudiées.

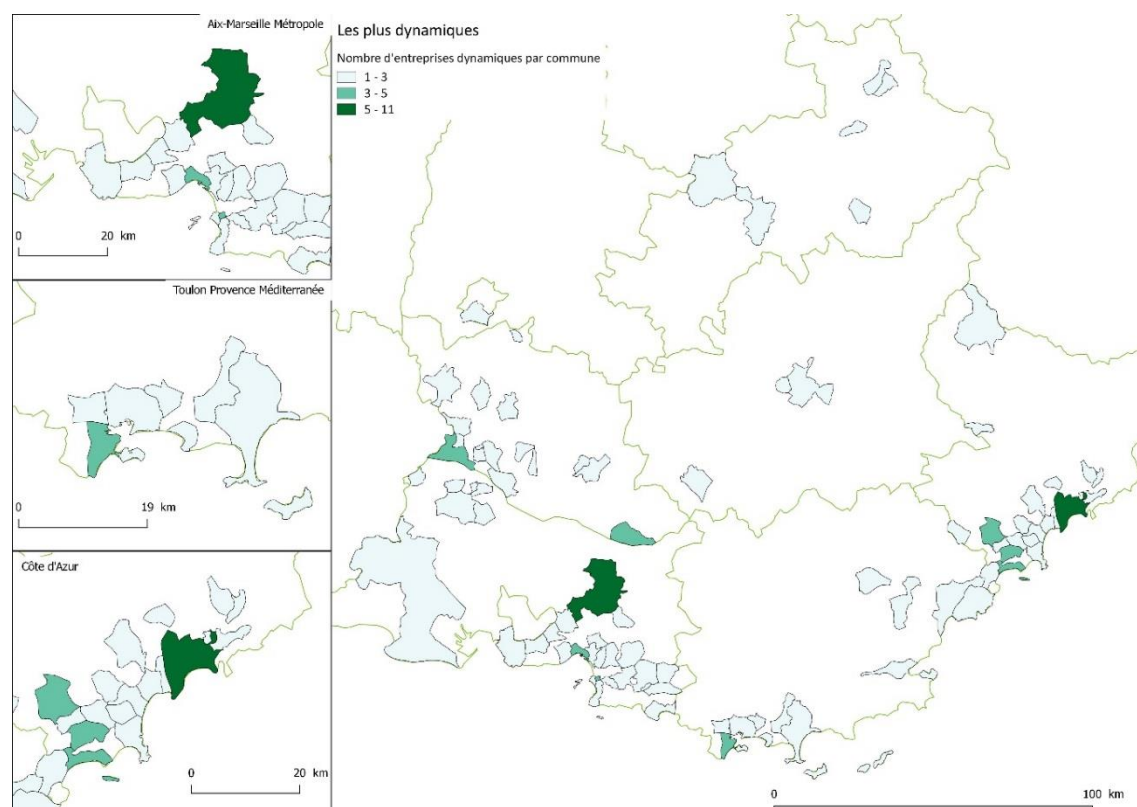
Nous avons affecté dans le groupe des entreprises « les plus dynamiques », celles répondant à la triple appartenance au premier quartile de chacun des 3 indicateurs retenus. Au total, 167 entreprises seulement répondent à cette triple appartenance, soit 2% du parc total des firmes étudiées. Ceci constitue notre groupe privilégié d'entreprises dites « les plus dynamiques », au sens où nous l'avons défini (par 3 variables financières).





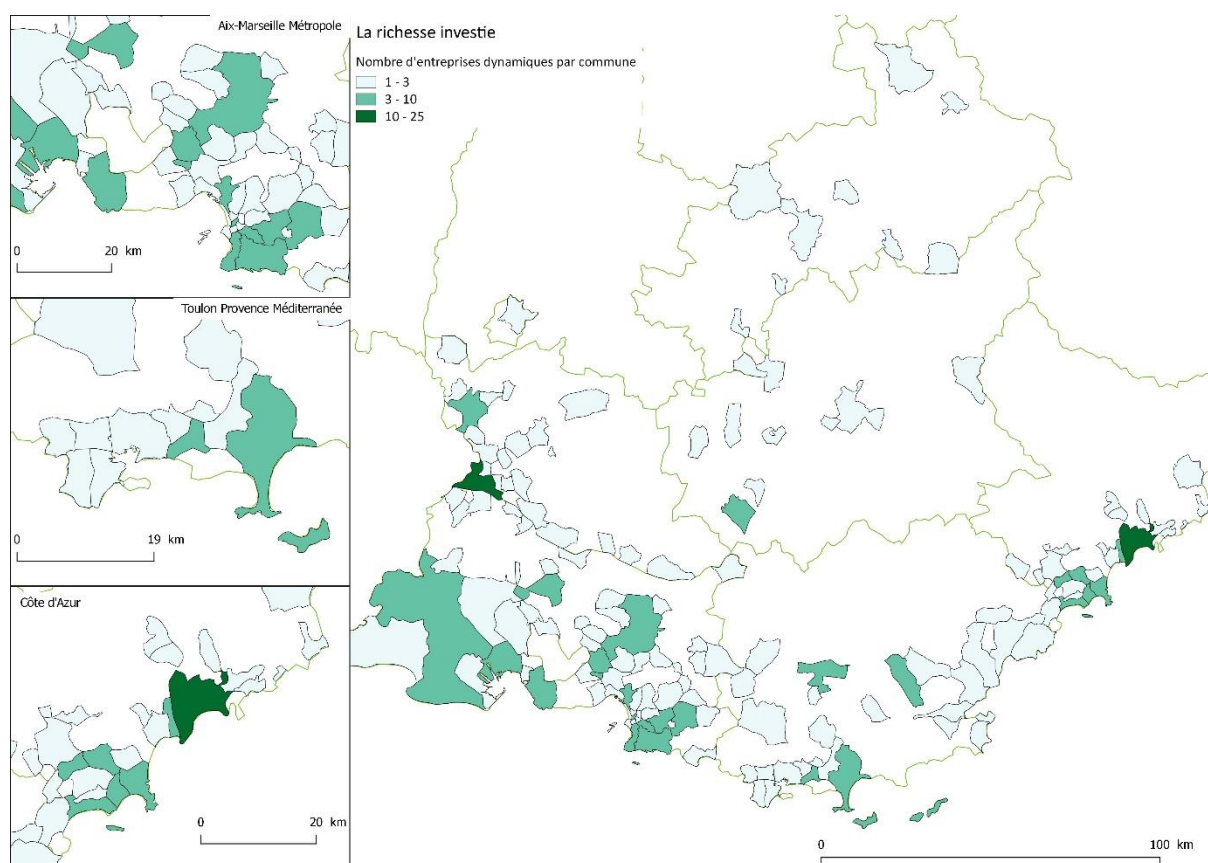
Trois autres groupes ont été également sélectionnés, offrant une version altérée de la notion de dynamisme : elles

répondent à une appartenance au premier quartile de deux variables sur les trois étudiées



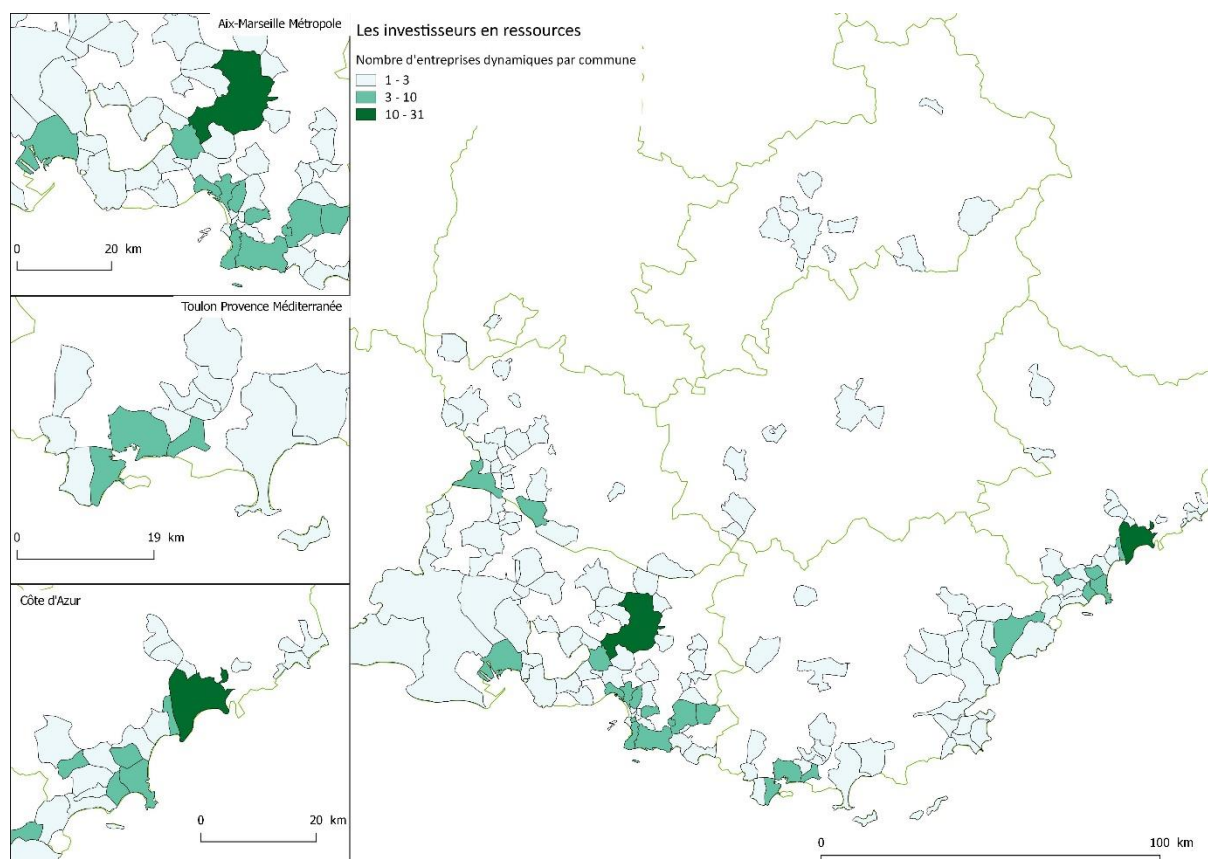
Le 2ème groupe (le 1er étant appelé « les plus dynamiques ») se caractérise à la fois par une croissance de la création de richesses et une élévation de la rentabilité ; c'est-à-dire par une hausse importante du taux de valeur ajoutée (VA/CA) entre « 2007 » et « 2013 » et par la croissance du taux de marge (EBE/VA)

entre « 2010 » et « 2013 ». Ce groupe est composé d'entreprises guidées en premier lieu par la rentabilité, moins par l'investissement par exemple. Elles sont au nombre de 529 soit 6,3% de la population totale étudiées. Nous les qualifierons de « rentières ».



Le 3ème groupe se distingue du précédent par une croissance du taux d'investissement (InvNet/VA) significative marquant une priorité pour la pérennité et le développement de leur activité. Comme pour les « rentières », les entreprises connaissent une hausse significative de leur taux de marge, mais elles utilisent ces moyens dégagés pour

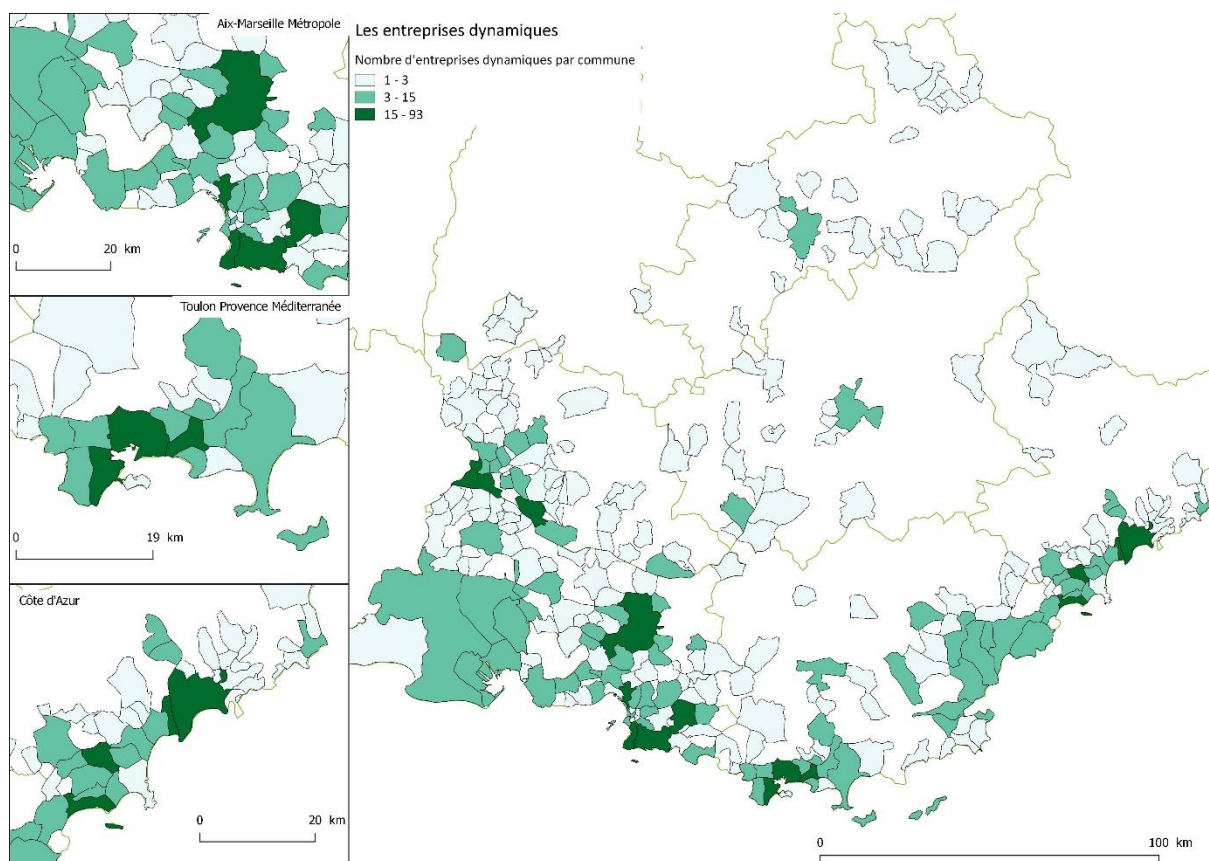
investir et ménager l'avenir. Ce groupe d'entreprises est guidé, dans la période récente, par la priorité donnée à l'investissement dans l'utilisation des ressources supplémentaires créées. Ce groupe englobe les entreprises qui se caractérisent donc par une « richesse investie ». Il est formé de 354 entreprises, soit 4,3% de la population étudiée.



Le 4ème et dernier groupe peut être qualifié par le souci d'accroître les facteurs de production, ressources humaines comme capital, considérés comme des ressources essentielles pour le développement et la croissance de l'entreprise. Ces entreprises investissent en capital et en travail alors même que le taux de valeur ajoutée ne connaît pas de hausse conséquente dans la période récente. Ce dernier groupe est composé de 349 entreprises qui sont des

« investisseurs en ressources », soit 4,2% de la population totale étudiée.

En résumé, 4 groupes d'entreprises dynamiques ont été distingués, représentant au total 1 390 entreprises, soit 16,8% du total étudié. Cette première caractérisation, basée sur des profils financiers, sera affinée au moyen de variables économiques et financières complémentaires.



4. 2EME CARACTERISATION DU DYNAMISME

Parmi les entreprises de plus de 10 salariés dont le siège est en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les plus dynamiques (selon les 4 définitions fournies) possèdent certaines caractéristiques qu'il convient de préciser au moyen d'informations complémentaires, qu'elles soient économiques ou financières.

Mais auparavant, il est utile de rappeler que ces entreprises vérifient ce que l'on observe dans la population de référence constituée de l'ensemble des entreprises régionales de plus de 10 salariés. Ces dernières associent logiquement les différentes variables en niveau, que ce soient le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et la masse salariale, ainsi que le montant de l'investissement net. D'autre part, l'ensemble de ces entreprises oppose de façon significative l'importance de la masse salariale dans la valeur ajoutée à l'intensité capitalistique de la production (ce qui est attendu). De même, l'autonomie financière (importance

relative des capitaux propres) et la valeur de la cotation globale obtenue sont liées, les deux s'opposant à l'importance de la masse salariale dans la valeur ajoutée.

D'autre part sans grande surprise, les retards de paiements des fournisseurs s'opposent à la valeur de la cotation de l'entreprise, de faibles retards ayant tendance à induire en moyenne une note plus élevée. Enfin, l'importance de l'investissement (en masse) est liée en « 2013 » à l'effort relatif (taux d'investissement), indiquant qu'un effort élevé est plus fréquent parmi les plus grandes entreprises de notre population.

Mais au-delà, de ces données en masse, la caractérisation des entreprises « dynamiques » s'est faite sur les rythmes d'évolution positive de trois paramètres financiers (cf. 4). Voyons, à partir d'informations supplémentaires, comment peuvent se caractériser un peu plus les quatre groupes d'entreprises « dynamiques » de notre région.

4.1. LES ENTREPRISES LES « PLUS DYNAMIQUES »

Même si les entreprises de ce groupe peuvent être assez différentes les unes des autres, elles se distinguent néanmoins à la fois :

- par leur taille : le chiffre d'affaires moyen y est, en moyenne, plus faible que dans l'ensemble de la population étudiée. C'est le groupe le plus homogène de tous, y compris du reste des entreprises de notre panel (les non « dynamiques »).
- par l'importance plus grande des exportations dans le chiffre d'affaires. À cette importance est corrélée le montant de la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation (comme son importance relative).

Par ailleurs, ce dernier induit un investissement significatif et in fine, une

intensité capitalistique sensiblement plus élevée que dans l'ensemble régional. Au fil de la période considérée (2006-2014), l'investissement s'inscrit dans une politique régulière (les niveaux observés au fil des ans étant corrélés entre eux), engendrant un taux d'effort plus intense qu'ailleurs. Ainsi, malgré leur taille plus modeste, le volume de l'investissement dépasse le montant moyen réalisé dans l'ensemble des entreprises régionales.

Enfin, l'assise financière de ces entreprises dynamiques est plus solide :

le taux d'autonomie financière est au-dessus de la moyenne ;

le score moyen est supérieur d'un point à l'ensemble des entreprises étudiées ;

le retard de paiement des fournisseurs s'élève à moins de 8 jours en moyenne, contre plus de 11 jours dans la population globale.

Leurs besoins de trésorerie sont certes au-dessus de la moyenne, mais la situation financière favorable va de pair avec l'ancienneté de l'entreprise : le score progresse avec l'âge de l'entreprise et le chiffre d'affaires, tandis que les besoins de fonds de roulement se réduisent.

Ce groupe est plutôt composé de firmes de 50 à 250 salariés. Il est surreprésenté dans les zones d'emploi de Briançon, Cavaillon-Apt, Cannes-Antibes, Avignon,

voire Digne ou Aix en Provence et, à l'échelle départementale, dans les Hautes-Alpes et les Alpes Maritimes. En nombre, on les retrouve plutôt à Marseille (40), Nice (23), Avignon (22) et Cannes-Antibes (21).

Ces firmes dynamiques sont plutôt présentes dans les activités de loisirs, du tourisme, de l'enseignement privé, mais plus rares en revanche dans le secteur des assurances et des activités financières, de même que dans les services immobiliers, secteurs touchés par la crise, dans ses phases 1 (crise financière) et 2 (crise de la dette publique).

4.2. « LA RICHESSE INVESTIE »

La taille des entreprises de ce groupe est également plus faible que la moyenne (mais supérieure à celle du groupe précédent). L'export est aussi présent dans le chiffre d'affaires, mais son impact semble moins probant que précédemment dans les comptes intermédiaires. L'excédent d'exploitation est privilégié pour asseoir une politique d'investissement régulière, dont le montant est nettement supérieur à la moyenne, malgré une taille d'entreprises plus modeste. Cette politique entraîne une intensité capitaliste élevée, la plus élevée après celle du groupe précédent (celui des entreprises « les plus dynamiques »).

L'excédent d'exploitation contribue à exprimer de faibles besoins de trésorerie. Cependant, la solidité financière pourrait

être plus élevée. Certes, une certaine hétérogénéité de situations existe sur ce point dans ce groupe : le taux d'autonomie financière est, en moyenne, légèrement supérieur à l'ensemble des entreprises, mais il est associé à un score assez quelconque de ces unités. Le règlement des fournisseurs se fait un peu plus tardivement que dans l'ensemble des entreprises prises en compte dans cette étude.

Ce groupe d'entreprises, composé plus fréquemment qu'ailleurs de grossistes ou de fabricants, est surreprésenté dans les zones d'emploi d'Orange, de Manosque, Digne, et Salon de Provence. En nombre, ce profil est présent à Marseille-Aubagne (83), Cannes-Antibes (41), Nice (40) ou Avignon (35).

4.3. « INVESTISSEURS EN RESSOURCES »

Ces entreprises, plutôt présentes dans les activités de services, de l'information et de la communication, ainsi que dans les conseils immobiliers et l'enseignement privé, utilisent les compétences de leurs ressources humaines comme facteur essentiel de leurs prestations. Réalisant un chiffre d'affaires plus important que les autres groupes « dynamiques », ces entreprises génèrent une valeur ajoutée relative, voisine de celle des autres groupes. Elle est répartie ici en ménageant à la fois les ressources humaines et l'investissement, ce qui les distingue des autres groupes, y compris les « plus dynamiques ». Si les entreprises de ce groupe utilisent en priorité les compétences, l'investissement en masse se révèle le plus élevé de tous les groupes, même s'il reste en partie lié à un chiffre d'affaires et une valeur ajoutée, sensiblement plus élevés que ceux des deux premiers groupes présentés. Aussi, l'intensité capitaliste est-elle à peine

dans la moyenne, en retrait par rapport aux deux précédents groupes.

Elles développent dans la période récente (« 2007 » - « 2013 ») plutôt les facteurs permettant de créer la richesse, traduisant une dynamique autour des ressources (notamment en emploi), que la taille médiane semble révéler (33 salariés, plus que les autres groupes : cf. p. 15). Ce comportement anticipateur reste toutefois permis par un taux de création de richesse et un excédent d'exploitation plus élevés en « 2013 » que pour les autres groupes de firmes dynamiques. Processus favorable et vertueux, mais limité par le modeste développement de leurs marchés (faible croissance du chiffre d'affaires et recul des exportations qui pèsent moins que pour les autres groupes d'entreprises dynamiques), en partie compensée par une croissance conséquente du taux de marge.

Dès lors, les firmes de ce groupe possèdent une situation financière moins

solide que les précédentes : leurs besoins de trésorerie sont plus conséquents, leur taux d'autonomie financière plus faible que la moyenne, tandis que leur score, tributaire d'un excédent d'exploitation en retrait, est un peu en deçà de la valeur moyenne des entreprises régionales de plus de 10 salariés. De même, le règlement des fournisseurs s'effectue en moyenne avec un retard qui ne les distingue pas des autres entreprises.

4.4. « LES RENTIERES »

Ce dernier groupe est le plus important parmi les différentes versions des entreprises dites « dynamiques » (plus de 6% du total des entreprises régionales de plus de 10 salariés). L'opposition est ici nette entre les données financières d'une part et économiques ou sociales d'autre part. Avec un chiffre d'affaires correspondant à la moyenne des entreprises de plus de 10 salariés dans la région, mais un excédent brut d'exploitation supérieur d'un tiers à la moyenne, ces entreprises investissent peu en ressources, que ce soient en ressources humaines ou pour l'avenir avec un investissement de taille modeste (le plus faible des groupes « dynamiques, mais aussi de l'ensemble des entreprises prises en compte dans cette étude). L'excédent d'exploitation sert donc plutôt les bénéficiaires et le taux de marge progresse sensiblement dans la période.

Certes, l'exportation n'est pas négligeable dans le chiffre d'affaires et peut impacter l'investissement, mais la nature de l'activité reste peu capitalistique. Ces comportements se retrouvent plus particulièrement dans les secteurs du commerce (de détail en premier lieu), de l'assainissement et les déchets, voire dans l'information et la communication. En revanche, ce groupe est peu présent dans les autres activités de service ou la construction.

Enfin, ces entreprises apparaissent en moyenne un peu plus récentes (2 ans de moins que pour la population totale), et leur dirigeant un peu plus jeune. Elles sont plus présentes dans les zones d'emploi d'Istres-Martigues, Gap, mais aussi de Fréjus-St-Raphaël, Nice et Arles. En nombre, ce type d'entreprises dynamiques est plus présent à Marseille-Aubagne (90), Nice (52), Toulon (36) ou Aix-en-Provence (33).

Contrepartie de ces choix, la situation financière est relativement solide, malgré des besoins de trésorerie dans la moyenne : meilleure autonomie financière des groupes étudiés, score plus favorable (+ 1 point, tout comme dans le groupe des « plus dynamiques ») et plus faible retard de règlement des fournisseurs (après les « plus dynamiques ») avec 9,8 jours au-delà du délai contractuel. Les firmes qui composent ce groupe sont plutôt des petites entreprises de 10 à 50 salariés, réparties sur l'ensemble des départements de la région. A l'échelle plus fine, on distingue néanmoins une surreprésentation du groupe dans les zones d'emploi de Cavaillon-Apt, Digne, Orange et Aix-en-Provence. En nombre toutefois, ces firmes sont présentes surtout à Marseille-Aubagne (127), Nice (60), Aix-en-Provence (55), Cannes-Antibes et Avignon (51), Toulon (49).

A noter que dans cette typologie, il est plus difficile de caractériser les « grandes » zones d'emploi comme celles de Marseille-Aubagne ou Nice, leur poids relatif fournissant la structure régionale, référentiel par rapport auquel les différentes zones d'emploi sont distinguées.

5. ENTREPRISES « DYNAMIQUES », SCORE ET DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS.

Compte tenu de notre choix de privilégier le score d'entreprises et les comportements de paiement des entreprises vis à vis de leurs fournisseurs pour analyser la conjoncture économique régionale (cf. « Tableau de bord 2SEPACA »), il était intéressant de voir comment se comportaient les firmes « dynamiques » vis-à-vis de ces paramètres financiers. Les entreprises « dynamiques » ont-elles un score plus élevé que la moyenne des entreprises régionales ? Ont-elles des délais de paiement auprès de leurs fournisseurs plus courts que les autres ?

Trois des quatre groupes « dynamiques » observent un score plus élevé que la moyenne des entreprises, avec en premier lieu celui dit des « plus dynamiques » (13,9 sur 20) pour 13,8 et 13,2 respectivement pour les « dynamiques rentières » et les « dynamiques à la richesse investie », contre 12,8 pour les firmes complémentaires, dites « non dynamiques ». Seul au sein des 4 groupes, celui dit « des investisseurs en ressources » possède un score moyen légèrement inférieur (12,6). Leur situation financière moins solide que celle des

autres entreprises dynamiques avaient déjà été relevée (cf. p.11).

Plus sélectif, le paiement de leurs fournisseurs (« Paydex ») place les entreprises les « plus dynamiques » (7,8 jours de retard de paiement en moyenne) comme les plus respectueuses des délais. Cette situation, la plus favorable de toutes, se distingue sensiblement des autres, notamment celle des firmes dites « non-dynamiques (11,2 jours de retard de paiement). De surcroît, ce comportement moyen est le plus homogène (coefficient de dispersion relative le plus faible de tous, renforçant la spécificité de ce groupe des « plus dynamiques »).

Deux des trois autres groupes « dynamiques » connaissent une position en matière de paiement des fournisseurs égale ou plus favorable que celle des firmes non-dynamiques. Ici, seul le groupe d'entreprises dynamiques dites de la « richesse investie » règlent ses fournisseurs avec un peu plus de retard que les autres (11,9 jours contre 11,2 jours), sans doute parce que plus dépendant que les autres des recettes extérieures (la part du chiffre d'affaires réalisée à l'export est la plus forte).

ENTREPRISES « DYNAMIQUES » ET EMPLOI

Les données relatives aux effectifs salariés des entreprises « dynamiques » (4 catégories) de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont certes partielles, mais elles nous permettent de vérifier la pertinence du choix financier de notre approche.

Notons tout d'abord que ces entreprises dynamiques se révèlent en moyenne plus petites en effectifs que la moyenne des entreprises de la région (dont les données emploi étaient régulièrement connues pour ces dernières années). Selon les profils d'entreprises dynamiques (rappelons qu'ils sont au nombre de 4), l'effectif moyen en 2015 varie entre 33 et 80 salariés (42 salariés pour les « plus dynamiques ») contre plus de 90 pour les autres firmes (les « non-dynamiques »). Pour autant, il existe peu de différence entre les unes et les autres si l'on raisonne en termes de taille médiane : la moitié d'entre elles se situent en deçà de 20-22 salariés, quelle que soit leur groupe d'appartenance. La différence de constat par rapport aux données moyennes provient de l'existence de plus grandes unités dans les entreprises « non-dynamiques ». A noter toutefois, que les firmes du groupe dynamique des « investisseurs en ressources » possèdent un effectif médian plus élevé de 33 salariés (cf. p. 12).

Sur la période récente, chacun des quatre groupes d'entreprises dynamiques connaît une évolution plus favorable de l'emploi que les autres firmes étudiées, et même une croissance de leurs effectifs pour trois d'entre eux. Si les « plus dynamiques » voient leurs effectifs croître de 2,5% entre 2013 et 2015, les groupes de « la richesse investie » et des

« investisseurs en ressources » font mieux encore avec +6,4% et +3,1% respectivement entre 2013 et 2015.

L'effet sur l'emploi est donc plus favorable lorsque les entreprises sont soucieuses :

d'investissement : ce sont les groupes qui observent les plus fortes progressions dans ce domaine entre 2010 et 2013, préludes à un effet positif sur l'emploi de 2013 à 2015,

ou de la création de richesse : les trois groupes ont les taux de valeur ajoutée (VA/CA) les plus élevés en 2013.

Il est curieux d'observer que celles qui sont plus soucieuses d'investir que de favoriser les compétences sont in fine les plus favorables à l'emploi. Les unités « investisseurs en ressources », plus soucieuses de ressources humaines semblent plutôt rechercher de plus hauts niveaux de compétences (avec salaires élevés) que de recruter en nombre.

Enfin, le dernier groupe d'entreprises dynamiques connaît un léger recul de ses effectifs (-0,4%) dans la période, mais il fait mieux en moyenne que les firmes « non-dynamiques » dont les effectifs chutent de 3,3% dans le même intervalle. Ce groupe, dit des « rentières », plus soucieuses de rentabilité que d'investissement ou des facteurs de production en général, ont donc logiquement un comportement moins favorable à l'égard des ressources humaines. Elles font donc moins bien sur le plan de l'emploi que les 3 autres groupes dynamiques, mais toutefois mieux que le reste des entreprises étudiées.

« DYNAMISME » ET EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Ce parti pris se révèle aussi globalement judicieux si l'on envisage le critère de l'évolution du chiffre d'affaires. Trois des quatre groupes d'entreprises « dynamiques » connaissent une croissance de leur chiffre d'affaires supérieure à celle observée par l'ensemble des entreprises étudiées (+25% entre « 2007 » et « 2013 »). Si « les plus dynamiques » voient leurs ventes s'élevaient de plus de 30%, notamment grâce à l'exportation, le groupe d'entreprises dites des « rentières » ont connu une hausse de 31% de leur CA, celui dit de la « richesse investie » de 36%. Seules les firmes appartenant au groupe des « investisseurs en ressources » dérogent au constat avec une modeste croissance du CA de 2% dans la période 2007-2013. Observée notamment entre 2010 et 2013, cette relative contreperformance est liée en particulier à une chute de leurs exportations. Mais rappelons que ce groupe possède le taux de valeur ajoutée (VA/CA) et le taux de marge (EBE/VA) les plus élevés de tous. Il est aussi celui dont la progression de création de richesse à partir de l'évolution du chiffre d'affaires est la plus forte, ce qui lui a permis de dépasser l'écueil d'un CA peu dynamique pour investir en ressources (compétences et investissement).

EN CONCLUSION

Le choix financier qui a présidé à la sélection des firmes les plus dynamiques permet également de constater leur orientation plus favorable à l'égard de l'emploi par rapport au reste des entreprises de la région (c'est-à-dire dont le siège social est en Provence-Alpes-Côte d'Azur). Ceci permet de valider et de justifier ex-post l'approche choisie. Ce parti pris trouve ainsi sa pertinence sur le terrain économique (investissement,..) et sur celui de l'emploi.

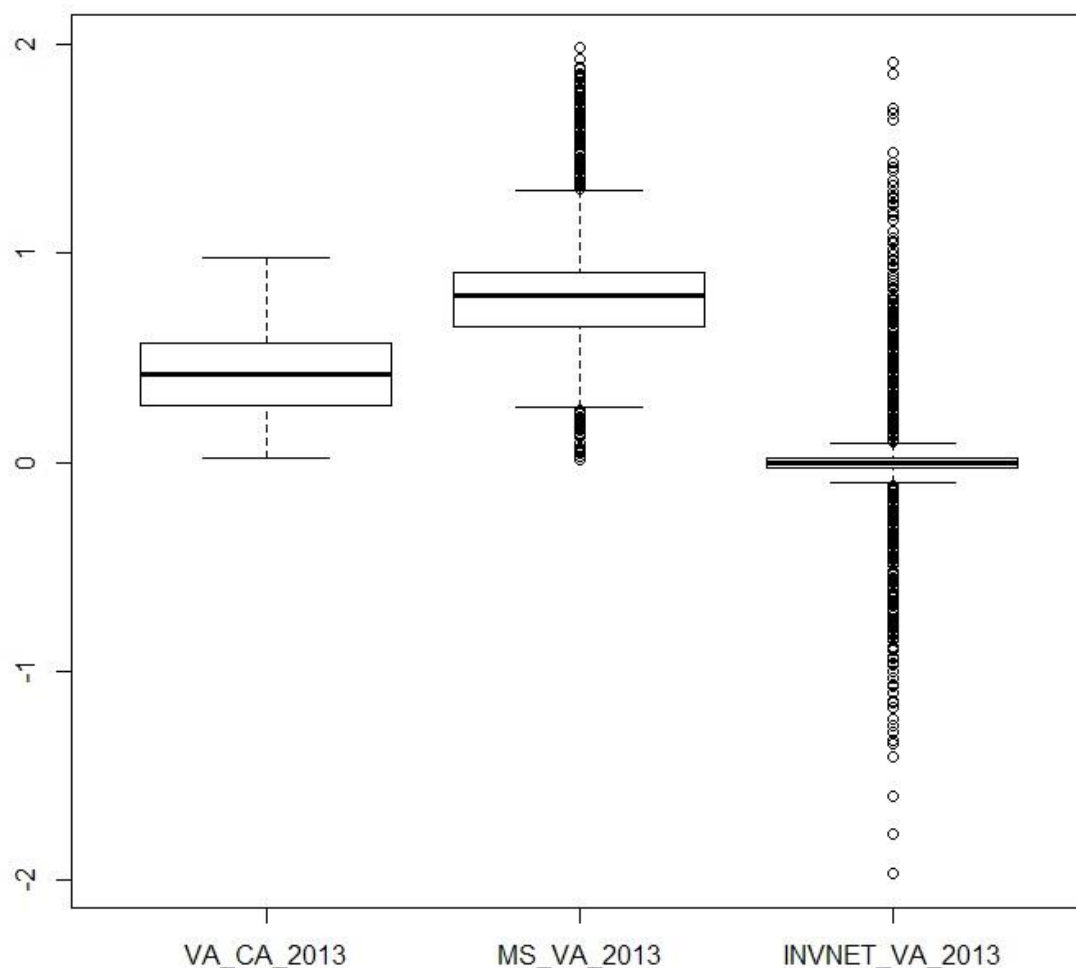
L'étude montre que les firmes plus dynamiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ne sont pas de très petites unités (mais plutôt des unités de 50 à 250 salariés), qu'elles couvrent un spectre relativement large d'activités, y compris l'industrie, qu'elles sont présentes dans l'ensemble du territoire régional même si leur concentration relative fait la part belle aux grandes agglomérations. On y trouve des grossistes, mais aussi des détaillants,

des fabricants mais aussi des prestataires de services contribuant à fournir une image complexe du dynamisme économique du tissu régional. Si ceci peut être à certains égards rassurant, il rend plus difficile la définition d'actions de soutien de ces firmes pour les collectivités territoriales en charge du développement économique.

Néanmoins, retenons notamment que ces firmes dynamiques, à divers degrés, ne sont pas ce que l'on peut appeler des « start-up », puisque l'âge de l'entreprise est en moyenne de 23 à 27 ans selon les groupes (avec une dispersion assez forte), ce qui ne les distingue pas des autres entreprises étudiées. Mais qu'en revanche, à leur tête nous retrouvons des dirigeants dont la moyenne d'âge est assez élevée : de 52 à plus de 54 ans (avec une dispersion relative assez faible), ce qui pose plutôt la question de la transmission à terme de ces unités qui se sont révélées performantes dans la période difficile que nous venons de connaître.

Patrick TANGUY & Sébastien FIBLA (AGAM)

ANNEXE 1 : LES 3 DONNEES FINANCIERES RETENUES



Les diagrammes en boîte mettent en évidence que les comportements d'investissement sont peu hétérogènes (à droite du graphique). A l'inverse, l'intensité de la création de richesses (VA/CA) se révèle dispersée, de même que la part de ces richesses affectée à la masse salariale (MS) ou à l'excédent brut d'exploitation (EBE).

Les 4 variables choisies dans un premier temps pour désigner les entreprises dynamiques étaient de nature financière. Les tests de corrélation ont montré leur indépendance relative, à l'exception du taux de marge (EBE/VA) et de la part des salaires dans la valeur ajoutée (MS/VA) logiquement corrélées. Aussi, l'une d'entre elles a été éliminée, à savoir cette dernière (MS/VA). Les 3 autres sont apparues statistiquement distinctes avec un potentiel spécifique de caractérisation des entreprises dites dynamiques.

	Richesse investie	Les rentières	Investisseur en ressources	Les plus dynamiques	Autres	Total général
Activités de services administratifs et de soutien	26	28	13	8	526	601
Activités financières et d'assurance	7	5	5	1	78	96
Activités immobilières	9	8	10	2	153	182
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	29	33	25	11	462	560
Arts, spectacles et activités récréatives	4	5	4	3	67	83
Autres activités de services		3	7		82	92
Commerce de détail (hors auto)	28	82	32	19	632	793
Commerce de gros (hors auto)	43	62	41	18	672	836
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycle	14	22	19	7	309	371
Construction	41	51	57	16	1092	1257
Enseignement	8	1	5	3	65	82
Hébergement et restauration	34	63	38	27	738	900
Industrie manufacturière (hors agro alim)	40	55	36	18	648	797
Industries alimentaires	13	18	7	4	230	272
Industries extractives		1			21	22
Information et communication	14	17	12	4	179	226
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestic	3	9	4	3	83	102
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné					1	1
Santé humaine et action sociale	20	22	15	10	367	434
Transports et entreposage	21	35	19	13	469	557
Total général	354	520	349	167	6874	8264

	Richesse investie	Les rentières	Investisseur en ressources	Les plus dynamiques	Autres	Total général
Activités de services administratifs et de soutien	0,3%	0,3%	0,2%	0,1%	6,4%	7,3%
Activités financières et d'assurance	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,9%	1,2%
Activités immobilières	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	1,9%	2,2%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,4%	0,4%	0,3%	0,1%	5,6%	6,8%
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,8%	1,0%
Autres activités de services	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	1,0%	1,1%
Commerce de détail (hors auto)	0,3%	1,0%	0,4%	0,2%	7,6%	9,6%
Commerce de gros (hors auto)	0,5%	0,8%	0,5%	0,2%	8,1%	10,1%
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycle	0,2%	0,3%	0,2%	0,1%	3,7%	4,5%
Construction	0,5%	0,6%	0,7%	0,2%	13,2%	15,2%
Enseignement	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,8%	1,0%
Hébergement et restauration	0,4%	0,8%	0,5%	0,3%	8,9%	10,9%
Industrie manufacturière (hors agro alim)	0,5%	0,7%	0,4%	0,2%	7,8%	9,6%
Industries alimentaires	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	2,8%	3,3%
Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%	0,3%
Information et communication	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	2,2%	2,7%
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestic	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	1,0%	1,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeu	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Santé humaine et action sociale	0,2%	0,3%	0,2%	0,1%	4,4%	5,3%
Transports et entreposage	0,3%	0,4%	0,2%	0,2%	5,7%	6,7%
Total général	4,3%	6,3%	4,2%	2,0%	83,2%	100,0%

2013	CA	VA	EXPORT	MS	EBE	InvNet
Richesse investie	2 662 244	844 745	649 938	560 162	233 440	99 835
Les rentières	5 389 040	1 533 662	943 706	941 913	499 724	14 015
Investisseur en ressources	4 076 003	1 669 639	431 128	955 466	621 291	230 968
Les plus dynamiques	994 283	341 984	121 253	219 863	96 953	17 975
Autres	74 838 026	21 171 671	9 484 181	14 976 879	4 369 255	326 942
Entreprises de PACA étudiées	87 959 596	25 561 701	11 630 206	17 654 283	5 820 663	689 736
2010	CA	VA	EXPORT	MS	EBE	InvNet
Richesse investie	2 253 849	737 686	518 752	517 524	179 647	36 199
Les rentières	4 596 769	1 207 344	782 750	830 617	304 035	60 282
Investisseur en ressources	4 000 850	1 387 490	569 640	854 267	463 301	119 898
Les plus dynamiques	885 865	280 697	79 585	200 122	64 217	3 101
Autres	65 923 692	19 331 468	9 181 484	13 696 444	4 192 163	778 744
Entreprises de PACA étudiées	77 661 025	22 944 686	11 132 211	16 098 974	5 203 362	998 224
2007	CA	VA	EXPORT	MS	EBE	InvNet
Richesse investie	1 959 206	652 627	479 402	477 370	129 247	37 512
Les rentières	4 102 582	934 862	657 654	704 244	163 376	68 834
Investisseur en ressources	4 004 693	1 092 373	538 150	631 357	392 188	172 057
Les plus dynamiques	768 055	211 489	73 993	162 852	31 930	25 349
Autres	59 491 262	17 825 146	6 406 090	11 828 358	4 643 908	2 124 653
Entreprises de PACA étudiées	70 325 799	20 716 498	8 155 289	13 804 180	5 360 649	2 428 404

Évolution 2007-2013		CA	VA	EXPORT	MS	EBE	InvNet
Richesse investie		35,9%	29,4%	35,6%	17,3%	80,6%	166,1%
Les rentières		31,4%	64,1%	43,5%	33,7%	205,9%	-79,6%
Investisseur en ressources		1,8%	52,8%	-19,9%	51,3%	58,4%	34,2%
Les plus dynamiques		29,5%	61,7%	63,9%	35,0%	203,6%	-29,1%
Autres		25,8%	18,8%	48,0%	26,6%	-5,9%	-84,6%
Entreprises de PACA étudiées		25,1%	23,4%	42,6%	27,9%	8,6%	-71,6%
Évolution 2010-2013		CA	VA	EXPORT	MS	EBE	InvNet
Richesse investie		18,1%	14,5%	25,3%	8,2%	29,9%	175,8%
Les rentières		17,2%	27,0%	20,6%	13,4%	64,4%	-76,8%
Investisseur en ressources		1,9%	20,3%	-24,3%	11,8%	34,1%	92,6%
Les plus dynamiques		12,2%	21,8%	52,4%	9,9%	51,0%	479,7%
Autres		13,5%	9,5%	3,3%	9,3%	4,2%	-58,0%
Entreprises de PACA étudiées		13,3%	11,4%	4,5%	9,7%	11,9%	-30,9%
Ratio 2013		VA/CA	EBE/VA	MS/VA	Export/CA	Invnet/VA	
Richesse investie		31,7%	27,6%	66,3%	24,4%	11,8%	
Les rentières		28,5%	32,6%	61,4%	17,5%	0,9%	
Investisseur en ressources		41,0%	37,2%	57,2%	10,6%	13,8%	
Les plus dynamiques		34,4%	28,4%	64,3%	12,2%	5,3%	
Autres		28,3%	20,6%	70,7%	12,7%	1,5%	
Entreprises de PACA étudiées		29,1%	22,8%	69,1%	13,2%	2,7%	

SECTEUR	1_INDUSTRIE	2_BTP	3_COMMERCE	4_SERVICES	Entreprises de PACA étudiées
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	15,8%	11,6%	24,0%	48,6%	100,0%
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	16,0%	9,8%	31,9%	42,3%	100,0%
Les plus dynamiques (3 variables)	15,0%	9,6%	26,3%	49,1%	100,0%
Priorité aux ressources (CA/VA & INVNET/VA)	13,5%	16,3%	26,4%	43,8%	100,0%
Autres	14,3%	15,9%	23,5%	46,3%	100,0%
Entreprises de PACA étudiées	14,4%	15,2%	24,2%	46,1%	100,0%
PAYDEX	1_INDUSTRIE	2_BTP	3_COMMERCE	4_SERVICES	Entreprises de PACA étudiées
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	14,6	5,6	10,7	13,2	11,9
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	9,2	10,4	8,9	10,7	9,8
Les plus dynamiques (3 variables)	8,8	7,8	6,5	8,4	7,8
Priorité aux ressources (CA/VA & INVNET/VA)	11,3	7,8	7,3	15,6	11,2
Autres	10,4	9,2	11,1	12,4	11,1
Entreprises de PACA étudiées	10,5	9,0	10,6	12,4	11,0
SCORE	1_INDUSTRIE	2_BTP	3_COMMERCE	4_SERVICES	Entreprises de PACA étudiées
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	13,0	13,6	13,7	12,8	13,2
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	14,1	13,7	14,1	13,5	13,8
Les plus dynamiques (3 variables)	14,0	13,0	14,0	14,0	13,9
Priorité aux ressources (CA/VA & INVNET/VA)	12,5	11,9	13,1	12,6	12,6
Autres	12,7	11,6	13,4	12,9	12,8
Entreprises de PACA étudiées	12,8	11,8	13,4	13,0	12,9

RÉPARTITION DÉPARTEMENT		04	05	06	13	83	84	Entreprises de PACA étudiées
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	4,5%	3,1%	24,3%	38,7%	15,5%	13,8%	4,3%	
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	3,1%	2,9%	21,9%	40,2%	17,7%	14,2%	6,3%	
Les plus dynamiques (3 variables)	2,4%	3,6%	26,3%	37,1%	12,6%	18,0%	2,0%	
Priorité aux ressources (CA/VA &INVNET/VA)	1,4%	3,2%	24,1%	43,0%	18,3%	10,0%	4,2%	
Autres	3,0%	3,0%	23,9%	39,3%	18,1%	12,7%	83,2%	
Entreprises de PACA étudiées	3,0%	3,0%	23,9%	39,5%	17,9%	12,8%	100,0%	
PAYDEX en septembre 2016/DÉPARTEMENT		04	05	06	13	83	84	Entreprises de PACA étudiées
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	7,8	2,3	10,1	15,2	10,1	8,6	11,9	
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	7,3	15,1	9,2	9,6	10,4	10,3	9,8	
Les plus dynamiques (3 variables)		0,0	7,3	8,7	7,9	7,3	7,8	
Priorité aux ressources (CA/VA &INVNET/VA)	16,3	7,0	10,4	12,1	12,0	7,3	11,2	
Autres	8,6	9,1	11,4	12,0	10,5	9,9	11,1	
Entreprises de PACA étudiées	8,7	9,1	11,1	11,9	10,5	9,7	11,0	

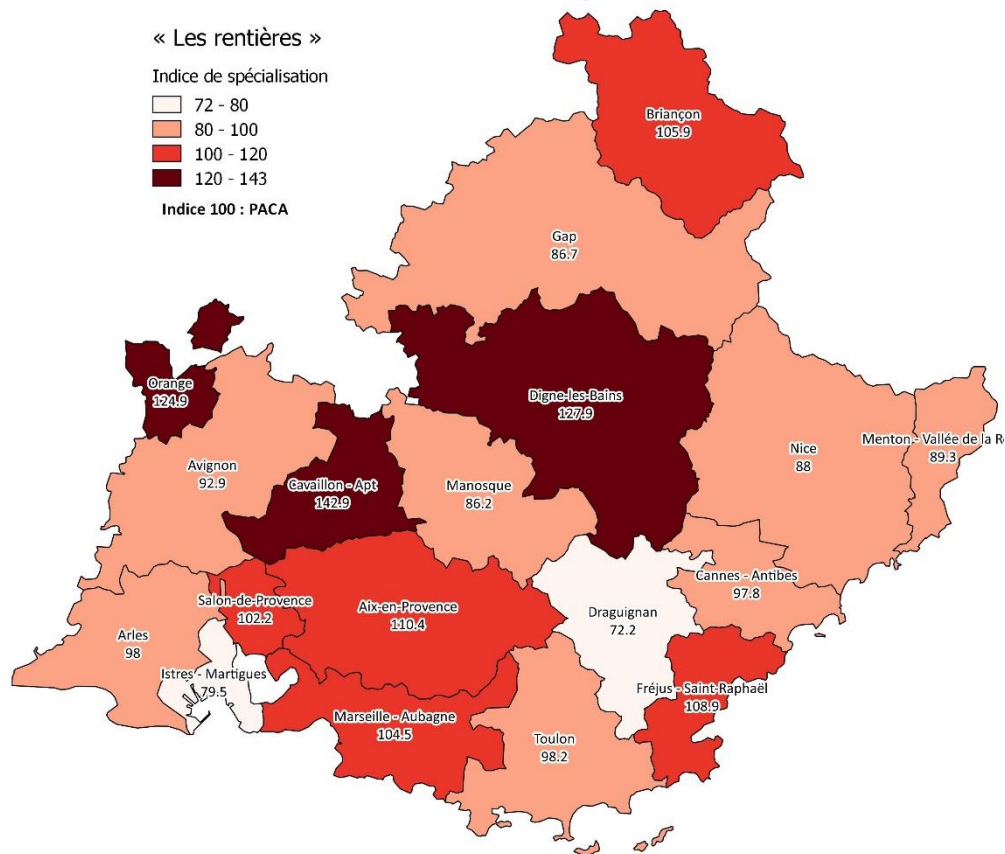
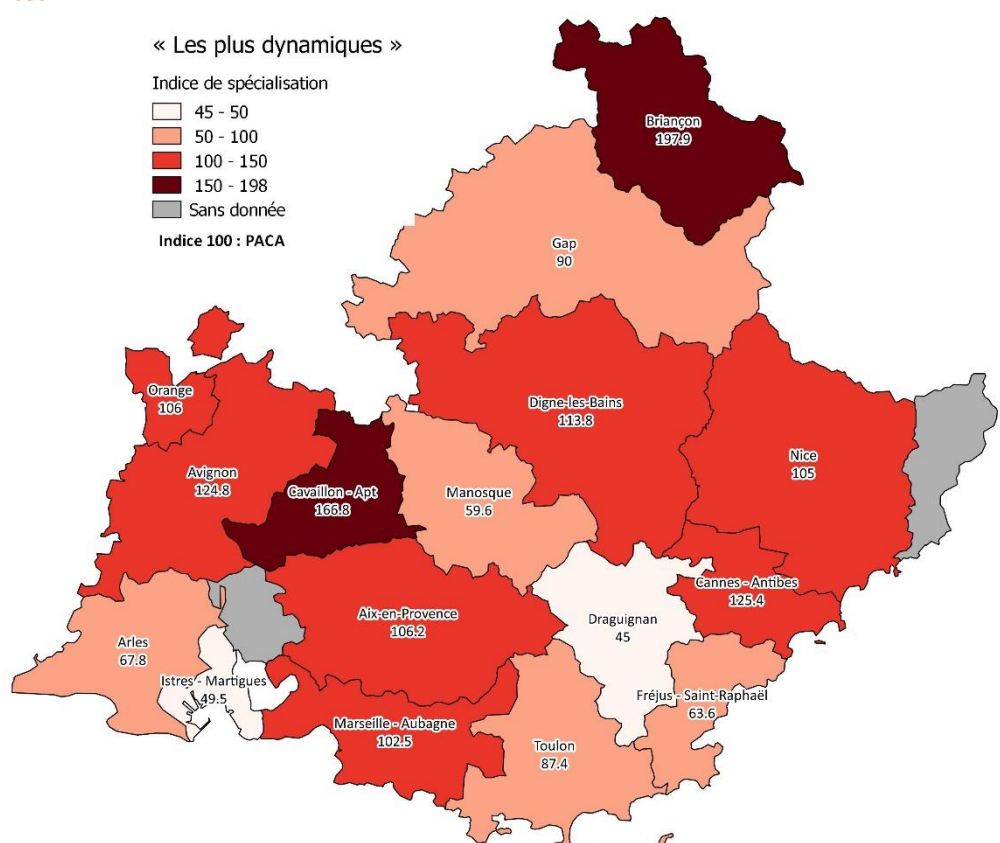
	Moyenne de Intensité capitalistiqu e (ACTIF_BRUT /MS) 2014	Moyenne de Fonds de roulement/ BFR 2014	Moyenne de CA "2013"	Moyenne de VA "2013"	Moyenne de EBE "2013"	Moyenne de MS "2013"	Moyenne de Chiffre d'affaires net lié aux exportations
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	7,951	1,241	7 520,5	2 386,3	659,4	1582,4	2238,7
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	4,072	0,533	10 363,5	2 949,4	961,0	1811,4	1988,5
Les plus dynamiques (3 variables)	27,359	0,518	5 953,8	2 047,8	580,6	1316,5	954,1
Priorité aux ressources (CA/VA & INVNET/VA)	4,380	-0,831	11 679,1	4 784,1	1780,2	2737,7	1024,1
Autres	4,287	0,661	10 887,1	3 080,0	635,6	2178,8	1550,5
Entreprises de PACA étudiées	4,882	0,612	10 643,7	3 093,1	704,3	2136,3	1573,3

Étiquettes de lignes	Entrepreneur	Producteur	Fabricant	Négociant	Grossiste	Détaillant	Prestataire de ser	Non renseign	Total
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	41		56		2	42	37	175	354
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	51	1	75		1	63	98	228	520
Les plus dynamiques (3 variables)	16		23			18	25	85	167
Priorité aux ressources (CA/VA & INVNET/VA)	56		48		2	40	47	155	349
Autres	1077	33	924	44	656	836	3221	83	6874
Entreprises de PACA étudiées	1241	34	1126	49	819	1043	3864	88	8264

Étiquettes de lignes	Entrepreneur	Producteur	Fabricant	Négociant	Grossiste	Détaillant	Prestataire de ser	Non renseign	Total
La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	11,6%		15,8%	0,6%	11,9%	10,5%	49,4%	0,3%	100,0%
Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	9,8%	0,2%	14,4%	0,2%	12,1%	18,8%	43,8%	0,6%	100,0%
Les plus dynamiques (3 variables)	9,6%		13,8%		10,8%	15,0%	50,9%		100,0%
Priorité aux ressources (CA/VA & INVNET/VA)	16,0%		13,8%	0,6%	11,5%	13,5%	44,4%	0,3%	100,0%
Autres	15,7%	0,5%	13,4%	0,6%	9,5%	12,2%	46,9%	1,2%	100,0%
Entreprises de PACA étudiées	15,0%	0,4%	13,6%	0,6%	9,9%	12,6%	46,8%	1,1%	100,0%

Tranches d'effectifs	La richesse investie (EBE/VA & INVNET/VA)	Les rentières (VA/CA & EBE/VA)	Les plus dynamiques (3 variables)	Priorité aux ressources (CA/VA & INVNET/VA)	Autres	Entreprises de PACA étudiées
0 salarié	5	2	3	4	87	101
1 ou 2 salariés					3	3
3 à 5 salariés					8	8
6 à 9 salariés	1	3		3	35	42
10 à 19 salariés	149	202	69	136	2721	3277
20 à 49 salariés	79	159	41	75	1696	2050
50 à 99 salariés	23	26	19	34	459	561
10 000 salariés et plus					2	2
100 à 199 salariés	12	22	2	12	212	260
200 à 249 salariés	2	6	2	4	48	62
250 à 499 salariés	2	5	1	5	70	83
500 à 999 salariés		3		1	39	43
1000 à 1999 salariés	1				14	15
2000 à 4999 salariés				1	9	10
5000 à 9999 salariés					2	2
Inconnu	80	92	30	74	1469	1745
Entreprises de PACA étudiées	354	520	167	349	6874	8264

Annexe 3 : Les cartes



« Priorité aux ressources »

Indice de spécialisation

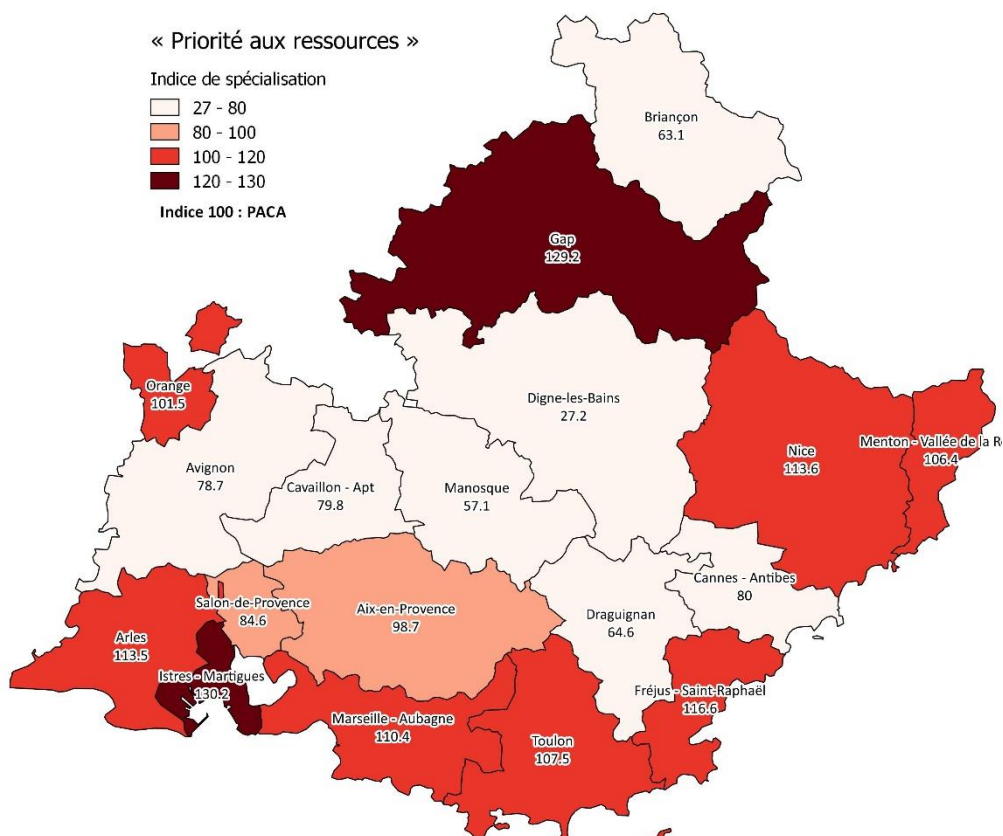
27 - 80

80 - 100

100 - 120

120 - 130

Indice 100 : PACA



« La richesse investie »

Indice de spécialisation

52 - 80

80 - 100

100 - 120

120 - 183

Indice 100 : PACA

